

# Financement du nucléaire à partir du Livret A

25 mars 2026

## **INDECOSA-CGT appelle à un large débat public !**

Emmanuel Macron vient d'annoncer que le fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) financera à hauteur de 60% la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires EPR2, dont le coût est estimé à 72,8 milliards d'euros. Pour rappel, le premier EPR, installé dans l'enceinte de la centrale de Flamanville (Manche) est entré en service en 2024, avec douze ans de retard. Selon la Cour des comptes, il a coûté la somme astronomique de 23,7 milliards d'euros au lieu des 3,3 milliards d'euros prévus initialement.

Jusqu'à présent, l'épargne populaire pouvait financer des PME mais jamais des entreprises de la taille d'EDF. Un tel précédent, dans le secteur industriel, ouvrira nécessairement d'autres "appétits" à l'affût de financements de long terme dans des conditions avantageuses. Quant au coût estimé de six EPR2, l'expérience passée prouve que les coûts, dans le secteur nucléaire, sont systématiquement et très largement sous-évalués.

INDECOSA-CGT ne se prononce pas sur l'énergie nucléaire en tant que telle mais marque sa totale désapprobation sur le fait qu'un Président de la République, largement désavoué lors des dernières élections législatives, puisse annoncer à l'issue d'un conseil de politique nucléaire (c'est-à-dire d'un conseil des ministres restreint et dépourvu aujourd'hui de toute majorité parlementaire) que le secteur nucléaire sera dorénavant majoritairement financé par l'épargne populaire (Livret A, LDDS, Livret d'épargne populaire) et cela sans aucun débat public préalable digne de ce nom. Cette épargne populaire n'appartient ni au Président de la République ni à un gouvernement minoritaire. Sa mission prioritaire, légalement établie, est le financement du logement social.

Le ministre de l'économie, Roland Lescure, assure que le fonds d'épargne de la CDC participera au financement du nucléaire « tout en assurant sa mission prioritaire confiée par la loi de financement du logement social ». Nous ne

sommes pas tenus de le croire sur parole sauf naturellement à ce que l'actuelle politique de construction de logements sociaux, très largement insuffisante par rapport aux besoins de la population, soit érigée désormais en orientation politique définitive au profit, par exemple, de financements d'autres projets de nature industrielle après avoir ouvert la porte au secteur nucléaire.

Au moment où notre pays traverse une crise du logement gravissime (4 000 000 de personnes sont considérées comme mal-logées et 12 000 000 sont considérées comme "fragilisées" par rapport au logement), comment ne pas s'étonner que ni le Président de la République ni le gouvernement en place n'annoncent la moindre mobilisation digne de ce nom en faveur d'un vaste plan de construction de logement sociaux à partir des fonds du Livret A ?

Au moment où notre pays doit faire face aux très lourds et incontournables enjeux de la transition écologique, comment ne pas s'étonner que ni le Président de la République ni le gouvernement en place n'annoncent la moindre mobilisation digne de ce nom en faveur d'un vaste plan d'investissement pour développer massivement les énergies renouvelables et réduire considérablement le nombre de passoires thermiques, notamment dans le parc locatif social, à partir des fonds du Livret A ?

Aussi, au nom de l'intérêt général, INDECOSA-CGT appelle l'ensemble des organisations associatives, syndicales et politiques qui le souhaitent à créer les conditions d'un large débat public sur l'utilisation des fonds de l'épargne populaire au service des besoins populaires, sociaux et environnementaux.

Communiqué / 25 mars 2026

**Contact :**

Christian Khalifa, président d'Indecosa-CGT national, 06 48 71 42 98

Loïc Daguzan, président d'Indecosa-CGT Paris, 07 71 79 16 95